



Une Europe en vert et jaune

La COP24, éclipsée par les Gilets jaunes? Pour l'économiste Pierre Larrouturou, la réponse à la colère sociale passe par la transition énergétique. Dont l'Europe doit être le moteur.

En pleine COP24, à Katowice, désertée par les chefs d'Etat, on apprenait la semaine dernière une nouvelle catastrophe : la hausse de plus de 2% des émissions mondiales de gaz à effet de serre en 2018. Pour cause de crise des Gilets jaunes, le Premier ministre français, Edouard Philippe, a annulé sa venue à Katowice. Et si la guerre contre le dérèglement climatique était pourtant indissociable des combats à me-»

» ner contre la pauvreté grandissante en Europe? C'est la conviction de l'agronome et économiste Pierre Larrourou, auteur avec le climatologue Jean Jouzel d'un ambitieux Pacte finance-climat destiné à mettre la finance au pas et l'Europe en marche. Avec une création monétaire au service de l'économie réelle et un « budget du climat » alimenté par une taxe sur le bénéfice des sociétés de 5%, il serait par exemple possible d'isoler tous les logements, de créer des centaines de milliers d'emplois, tout en réduisant les factures de chauffage...

Vous dites que c'est aujourd'hui à l'Europe de jouer...

Avec l'élection aux Etats-Unis de Donald Trump, puis au Brésil de Jair Bolsonaro, compter sur un accord international ambitieux à Katowice est illusoire. Première puissance économique mondiale, et première région émettrice de gaz à effet de serre depuis les débuts de la révolution industrielle, pourquoi l'Europe ne déciderait-elle pas unilatéralement de changer de braquet, de faire la transition énergétique la plus puissante et la plus efficace de la planète?

On n'en prend pas le chemin...

Oui, hélas, et le résultat, c'est la crise sociale actuelle. La France s'est engagée à diminuer chaque année de 4% ses émissions de gaz à effet de serre; elles ont augmenté l'an dernier de 3%.



« On peut créer une banque du climat en moins d'un an. »

On annonce la rénovation annuelle de sept cent mille logements, mais il n'y a pas les financements. On fait des isolations partielles, bricolées. On sait depuis vingt ans que des millions de Français ont du mal à se chauffer en hiver, dépensent beaucoup trop, et qu'il faut isoler en priorité leurs logements, des passoires thermiques. Il faut agir aussi bien pour la qualité de vie de ces personnes, pour leur portefeuille, que pour la planète! On est dans un cercle vicieux: comme il n'y a pas de financement, le secteur du bâtiment ne forme personne, et les travaux d'isolation sont faits de façon médiocre. S'il y avait une volonté politique, avec une pérennité assurée par un traité européen, donc des financements sur plusieurs années, les compétences naîtraient. Des emplois seraient créés par dizaines de milliers...

La France est-elle une exception?

Toute l'Europe est dans la même situation! Teresa Ribera, la formidable nouvelle ministre de l'Environnement d'Espagne, a réfléchi à un plan pour arriver à la neutralité carbone en trente ans, mais elle n'a pas les financements. Aux Pays-Bas, où 70% de la population vit en zone inondable, on ne sait pas comment financer le renforcement des digues pour faire face à la montée de la mer. En Allemagne, le patronat affirme qu'il lui faut 50 milliards par an pour réussir la transition énergétique. Beaucoup d'initiatives locales voient le jour, des citoyens, des entreprises, des collectivités bougent, ça fourmille de partout. Mais on se heurte partout à cette même question du financement pour changer à grande échelle.

Comment en sortir?

Quand Kennedy annonce en octobre 1962 qu'il veut aller sur la Lune, tout le monde se met à regarder l'Amérique, qui crée quatre cent mille emplois et multiplie par quinze le budget de la

Nasa. Tout le pays profite des retombées de l'effort de recherche. Sauver l'humanité, n'est-ce pas plus important encore que d'aller sur la Lune? Si l'Europe déclare qu'elle a un projet ambitieux, qu'elle veut sauver le climat tout en créant des emplois et en améliorant le pouvoir d'achat, tout le monde regardera l'Europe. Il est temps de déclarer la guerre au dérèglement climatique!

Aujourd'hui, c'est le combat contre la pauvreté qui mobilise, pas l'écologie...

Mais c'est lié! La richesse en France est de plus en plus concentrée: 45% des Français n'ont aucune épargne! Ils seraient très heureux de faire des économies sur leurs dépenses de chauffage et de protéger la planète, mais ils n'ont aucune capacité d'investissement. On ne peut leur demander de financer la transition énergétique. Il faut un sur-saut de justice sociale. Jacques Chirac avait été élu il y a vingt ans sur la fracture sociale et la « maison [qui] brûle ». Mais il n'a rien fait, et les présidents qui l'ont suivi non plus. Emmanuel Macron saura-t-il profiter de cette crise sociale pour faire ce qui n'était pas dans son programme? Il n'a certes pas été élu pour inventer une nouvelle société, mais Gorbatchev n'avait pas non plus été élu pour affronter la chute du mur de Berlin...

Peut-il s'émanciper de la superstructure financière qui l'a soutenu?

Tout est affaire de volonté. Quand Roosevelt arrive au pouvoir, en mars 1933, il ne tue pas les banquiers, mais remet les banques au service de l'économie, crée un impôt fédéral sur les bénéfices des sociétés, fait passer quinze réformes en quatre mois, réfléchit, parle au peuple, explique le fonctionnement des banques et le sens de sa réforme.

Mais chaque fois qu'un pays souhaite financer des politiques publiques, menace de dépasser les 3% de déficit budgétaire, il est semoncé par la Commission européenne et sanctionné par les marchés...

Il faut mettre sur la table des solutions nouvelles: depuis trois ans, la Banque centrale européenne, pour « relancer la croissance », a mis à la disposition des banques 3000 milliards d'euros. Une somme colossale, supérieure au PIB de la France. Et 89% de cette

somme est allée alimenter la spéculation sur les marchés financiers. Le FMI s'inquiète d'une crise financière qui pourrait être dix fois plus dévastatrice que celle de 2008. Régulièrement, le président de la BCE, Mario Draghi, presse les dirigeants européens de corriger le tir et d'utiliser les liquidités disponibles pour muscler l'investissement public.

Comment ?

Lors du Sommet européen des 13 et 14 décembre, ou au plus tard lors du Conseil des 21 et 22 mars, les chefs d'Etat européens doivent décider de l'avenir de l'Europe et du contenu d'un nouveau traité. L'Europe est née avec l'union charbon-acier. Nous voulons qu'elle renaisse avec un traité climat-emploi, un traité qui mettrait la finance au service du climat et de l'emploi. Pour cela, nous voulons créer deux outils. Tout d'abord, une banque du climat, filiale de la Banque européenne d'investissement, qui fournirait à chaque pays des prêts environnementaux à taux zéro pour un montant de 2% de son PIB. Pour la France, cela représenterait 45 milliards à consacrer à l'isolation des bâtiments, aux transports en commun et à l'agriculture.

Votre deuxième outil ?

Un budget européen pour le climat. La Cour des comptes européenne dit qu'il faut chaque année 1100 milliards en Europe pour financer la transition écologique. On ne peut demander à monsieur et madame Tout-le-monde de financer cette transition, quand on sait que près de la moitié des populations française, allemande ou espagnole n'ont aucune épargne. Compter uniquement sur une taxe carbone pour financer la transition, c'est une illusion. En revanche, alors que les bénéfices des entreprises explosent (les dividendes ont augmenté de 23% l'an dernier en France), le taux moyen de l'impôt sur les bénéfices en Europe est tombé de 45% à 19%. Les pays européens se sont fait une concurrence fiscale monstrueuse. Ils ont fait « mieux » que Donald Trump, qui a ramené l'impôt fédéral à 24%. Cela veut dire qu'en Europe on peut relever l'impôt sur les bénéfices de 5%. On va tous faire des efforts pour sauver le climat (manger moins de viande, prendre moins souvent sa voiture, ne plus prendre l'avion), on peut donc aussi demander



« L'Europe doit renaître avec un traité qui met la finance au service du climat et de l'emploi. »

un effort aux actionnaires et revenir aux dividendes d'il y a quelques années. Avec cet impôt de 5% sur les bénéfices, on aurait, en plus des prêts à taux zéro accordés par la Banque du climat, un budget européen pour le climat de 100 milliards annuels. De quoi financer un vrai plan Marshall pour l'Afrique, une politique de recherche ambitieuse et de quoi aussi subventionner tous ceux qui isoleront leur maison, leur entreprise, leur école ou leur université...

Comment faire avancer ce pacte financier ?

Nos dirigeants sont à la recherche d'idées nouvelles. Sinon, je n'aurais pas été nommé il y a quelques jours au Haut Conseil pour le climat. Notre projet est solide : un des grands chefs de la Banque européenne d'investissement a proposé de m'accompagner à l'Elysée pour montrer qu'on peut créer une banque du climat en moins d'un an. Cent quatre-vingt-dix députés français nous appuient. Des soutiens viennent d'horizons très différents, de Laurence Parisot, ancienne présidente du Medef, à Rudy De Leeuw, président de la Confédération européenne des syndicats. D'Anne Hidalgo, maire de Paris, à Manuela Carmena, maire Podemos de Madrid, du patron d'Eiffage à la Fondation Abbé Pierre. Sans oublier de très nombreux acteurs de la culture. Le

Conseil économique et social européen demande à la Commission européenne de réfléchir à ce pacte. De toutes parts on nous dit qu'on pourrait avoir le soutien de treize ou quatorze pays pour un traité de ce type.

Vous êtes donc optimiste ?

Non. Vu l'énormité des déséquilibres accumulés depuis quarante ans et l'inertie de nos dirigeants, le pire est le plus probable. Mais on peut déclencher un sursaut. C'est cela ou le chaos. Un traité européen pour le climat pourrait avoir un effet dominos. Les gens qui viendront à Paris du monde entier pour les JO de 2024 auraient une toute autre vision de l'Europe. Ils verraient un continent en mutation, montrant de façon joyeuse qu'on peut concilier la justice sociale et la question du climat, en donnant un cap. La crise des Gilets jaunes traduit un malaise très profond, un gouffre. Quand Robert Schuman et Konrad Adenauer décident en 1950 de faire l'Europe du charbon et de l'acier, c'est pour mettre un terme aux guerres entre nos deux pays. Cela s'est fait en deux semaines seulement. A nous, les citoyens, de pousser les politiques à agir de manière aussi ambitieuse. A nous de reprendre en main notre avenir.

Propos recueillis par **Vincent Remy**
Illustrations **Vincent Godeau**
pour **Télérama**

PIERRE LARROUTOUROU

1964

Naissance à Périgueux.

1984

Intègre l'Agro. Rencontres avec René Dumont.

1994

Débat sur la semaine de quatre jours.

2004

Traité de l'Europe sociale avec Stéphane Hessel et Michel Rocard.

2017

Pacte finance-climat avec Jean Jouzel.
www.pacte-climat.eu